

Pour une réhabilitation de la gifle



Il paraît désormais essentiel, au sens du concept « essentialiste » mis en avant pendant le confinement français par nos politiciens guignols, pour faire la part entre les commerces nécessaires à la vie et les commerces accessoires dont on peut facilement se passer, de réhabiliter la gifle dans l'espace public français.

Tous les indicateurs le montrent, en matière économique, sociale ou dans le poids politique planétaire, l'Occident blanc est en train de devenir le nouveau quart-monde du globe. En économie, les pays Asie-Pacifique sont le nouveau centre de l'essor de l'humanité. La Chine est en passe de devenir la première économie mondiale dans la décennie à venir, dépassant les USA.

En matière sociale, tout l'Occident blanc est en proie à une montée des violences qui s'apparente à une situation de guerre civile permanente entre communautés que l'on a voulu faire vivre ensemble alors qu'elles ne se supportent pas et ne se supporteront jamais, le conflit allant crescendo jusqu'au génocide final d'une ou de plusieurs parties. Cette situation de guerre civile perpétuelle a bien sûr un énorme impact sur

la production économique de l'Occident, expliquant son décrochage violent par rapport aux pays de la zone Asie-Pacifique qui n'ont jamais voulu délayer leur population dans un melting-pot gloubi goulba source de violences permanentes : rien qu'en France, les dizaines de milliards, de temps et d'énergie dépensés annuellement pour le seul maintien de l'ordre ou pour satisfaire les minorités haineuses de toutes obédiences sont autant de milliards, de temps et d'énergie qui manquent pour l'investissement dans l'industrie ou les technologies de demain. Et la soumission à l'islam de ce qui était appelé auparavant l'Éducation nationale, mais pour coller à la nouvelle réalité, mérite d'être rebaptisée « Déséducation nationale », augure mal de la qualité des nouveaux entrants sur le marché du travail demain.

Déclassement économique, déclassement culturel et éducatif, la conséquence est une perte totale de prestige et d'influence dans le monde qui se traduit par un déclassement d'écoute de la voix de l'Occident au niveau de la planète. La France, par exemple, ne compte plus que pour du beurre, la propagande a beau vous asséner le contraire, même l'actualité interne du pays vous démontre cette réalité criante : la fin des hostilités entre Maghrébins et Tchétchènes à Dijon cet été s'est conclue à la mosquée, c'est vous dire si l'Élysée n'est même plus capable de mettre fin à un conflit local sur le sol de France, alors pensez, mettre une bille à l'international est largement devenu hors de portée !!!! On en a eu un autre exemple au Mali où les autorités de ce pays n'ont pas hésité à libérer – sans que Paris puisse rien y faire – plus de deux cents djihadistes laborieusement arrêtés par les militaires français ces dernières années. La France n'est plus rien du tout hors de ses frontières, il faut en tirer les conséquences et cesser de faire comme si, en ramenant les forces de notre pays qui n'ont plus aucun impact là-bas puisque 5 ans de travail peuvent se trouver ruinés en 2 jours. Il faut se rendre à l'évidence, l'armée française en Afrique, c'est la nouvelle Pénélope qui tricote tout le jour pendant que toute

la nuit l'Africain détricote, vaut mieux faire fabriquer le mohair directement en France, vous ne croyez pas ?

Remarquez que ce déclassement, au début lent et insensible à la fin du XX^e siècle, s'accélère avec deux phénomènes qui se conjuguent : la submersion migratoire et la perte d'autorité avec la création de nouveaux droits et une judiciarisation immodérée jusqu'alors inconnue de nos aînés européens.

Un professeur n'a plus le droit de gifler l'insolent et le fauteur de trouble qui empêche 20 autres élèves qui, eux, veulent travailler. Un policier idem, il n'a plus le droit de ramener à la raison le multirécidiviste violent qui pourrit la vie de tout un quartier, les parents se voient opposer désormais les droits des lardons et une loi anti-fessée, alors que dans les siècles précédents les gnards avaient avant tout le devoir de bosser en classe et de respecter les voisins.

Bref, à force d'accorder des droits à tort et à travers et à interdire la gifle, tout l'Occident file allègrement la quenouille de la déliquescence et de la violence anti-Nation de toute une classe haineuse qui, tout en restant encore minoritaire, arrive à gangrener l'ensemble, mettant en péril un art de vivre pourtant millénaire qui a fait largement ses preuves.

Prenons les féministes, toutes celles qui piaillent et se rappellent 10 ou 20 ans après avoir été contraintes : si elles avaient eu la présence d'esprit de gifler les Weinstein, les Epstein, les Strauss-Kahn ou les Matzneff au premier attouchement, leur vie en aurait été bien changée donc combien de pleurs et de tourments évités.

Si elles n'ont pas giflé alors, c'est probablement que des parents soixante-huit-tards-à-comprendre les choses de la vie ne les ont pas préparées à l'administrer.

Pour répondre à de telles situations, il ne serait pas insensé de proclamer la gifle d'utilité et de santé publiques.

Pour redonner du nerf et de l'énergie au pays, secouer

l'amollissement, réveiller les âmes et les consciences, donner un coup de fouet (sic) au Royaume François, il va être plus que temps de réhabiliter la gifle et l'ériger en urgence nationale.

Baffer le politique doit devenir un droit du citoyen de la donner et un devoir du politicien de la recevoir avec humilité. Droit inscrit dans la Constitution, seul moyen de ramener à la raison ce dernier quand il déconne pleins tubes comme il le fait depuis 50 ans en France, maintenant, sans devoir attendre de nouvelles élections.

Dans un monde plus en plus digitalisé où la vitesse devient un atout concurrentiel, la baffe permet de faire changer de cap à une Nation beaucoup plus rapidement qu'un trop long dimanche de mauvaises fiançailles quinquennal, car le monde start-up impose d'abandonner le temps politique électoral de papa.

Nos démocraties occidentales se sont trop dissolues, conduisant à un laisser-aller et une irresponsabilité des autoproclamées zélites mortelles pour leur pérennité.

Il est plus que temps de revenir aux fondements et aux fondamentaux de la Démocratie, retrouver les lois de Sparte ou d'Athènes où le dirigeant qui avait failli pouvait être ostracisé ou exécuté pour avoir nui ou mis en péril la Cité.

De même, se redonner la possibilité de baffer la féministe furieusement hystérique qui trouble l'ordre public pour essayer de la ramener à la raison doit redevenir la norme. Ainsi que du gauchiste communisto-insoumis islamisé black-blocké qui ruine les manifestations légitimes des Gilets Jaunes ou autres citoyens et va piller tranquillement les magasins.

Remarquons le nouvel outil démocratique qu'est la baffe bien assénée et utilisée à bon escient : les Gilets Jaunes des territoires n'auraient plus à monter à Paris pour manifester et embêter les forces de l'ordre qui auraient bien envie de leur samedi de temps en temps pour faire leurs courses avant le couvre-feu, s'ils pouvaient aller légalement et

constitutionnellement biffer leur député et leur sénateur jusqu'à ce qu'ils soient acquis à leur cause.

Le droit à biffer local, c'est aussi décentraliser l'ordre politique décisionnel au niveau des circonscriptions plutôt que d'avoir à subir des décisions verticales inadaptées auxdits territoires.

Il reste à régler le problème de l'exécutif : celui-ci est-il l'obligé du législateur qui décide impérativement à la manière d'un conseil d'administration qui rédige la feuille de route à suivre aux dirigeants d'une société, auquel cas le droit à biffer les députés et les sénateurs serait démocratiquement suffisant ? Ou alors l'exécutif a-t-il une marge de manœuvre, auquel cas il serait nécessairement bon d'assurer constitutionnellement à tout citoyen un droit à biffer les ministres, les secrétaires d'État et tous leurs conseillers, y compris les hauts fonctionnaires ???

Vous voyez que le sujet est encore loin d'être épuisé, pour ne prendre que la compétence territoriale du biffeur : un citoyen d'une circonscription voisine, voire de l'autre bout de la France, peut-il venir biffer votre député ? Et vous, citoyen marseillais, aurez-vous latitude pour aller biffer un député de Lille ?

Cela promet de belles empoignades dans nos assemblées d'élus ! Certains, conscients probablement que certains de leurs coreligionnaires sont susceptibles de cristalliser comme des paratonnerres une envie de biffer de la France entière, ne seraient pas mécontents de voir leurs propres administrés aller biffer ailleurs. Tandis que ceux qui font l'unanimité contre eux ne seraient pas mécontents de ne rester qu'aux mains, osons-nous écrire, des seuls administrés de leur circonscription, la volée de soufflets locale leur paraissant amplement suffisante.

Jean d'Acres